**L’Education à la Citoyenneté Mondiale et Solidaire : Une éducation ou des éducations ?**

**Analyse de la diversité des publics touchés, à travers le spectre des séjours d’immersion**

*Le voyage forme la jeunesse disait Montaigne, mais qu’en est-il de la jeunesse qui n’a pas les moyens de se permettre de voyager ?*

**Les séjours d’immersion**

*Anaïs[[1]](#footnote-1) a 16 ans, et à travers l’ONG, pour laquelle je travaille, « Défi Belgique Afrique[[2]](#footnote-2) », elle vient de s’inscrire à un séjour d’immersion[[3]](#footnote-3) et d’échange au Bénin. C’est-à-dire qu’elle va partir pendant deux semaines avec un groupe de jeunes de son âge dans un autre pays pour échanger avec d’autres jeunes de ce pays-là.*

*Elle étudie au collège du Christ-Roi à Ottignies. Cet établissement de l’enseignement secondaire général a un indice socioéconomique de 20[[4]](#footnote-4).*

*Anaïs est cheffe de patrouille chez les scouts et cet été elle va devoir faire un choix : rester avec son unité pour le camp ou participer à une immersion au Bénin. Elle a longuement hésité mais a finalement décidé de sacrifier son camp pour le projet.*

Mais qu’est-ce qu’un projet d’immersion ? Il s’organise dans le cadre de l’Education à la Citoyenneté Mondiale et Solidaire (ECMS). Officiellement l’ECMS, branche de la coopération au développement, est « une éducation qui ouvre les yeux et l’esprit des citoyens aux réalités du monde et les engage à participer à la réalisation d’un monde plus juste, plus équitable, respectueux des droits humains pour tous[[5]](#footnote-5) ». Le terme ECMS est privilégié par les ONG au terme ECM, Education à la Citoyenneté Mondiale, préféré par la coopération belge au développement. Le clivage autour de l’ajout ou non du terme solidaire est présent depuis un certain temps. En effet la convention de Maastricht de 2002, qui définit officiellement ce qu’est « l’éducation à la citoyenneté mondiale » fait l’économie du terme solidaire. Notons également que le terme est absent de la version anglaise « global citizenship » / « global education ». Cette différence de discours mériterait, d’ailleurs, à elle-même un article complet. Pour celui qui m’occupe, je préférerai l’utilisation du terme ECMS que j’utilise au quotidien dans l’exercice de ma profession. Mon titre de poste lui-même se présente comme « chargée de programme ECMS ».

*Mathieu, inscrit à l’Institut Saint-Joseph à Chimay, qui possède un ISE de 15, a décidé de ne pas s’inscrire à un projet d’immersion, pour ces raisons : « je dois travailler comme étudiant, j’ai d’autres choses à faire ». Grâce à la fondation Chimay, il a pourtant la possibilité de décrocher une bourse pouvant aller jusqu’à 2500 euros. En effet, cette dernière offre la possibilité d’une bourse, pour différents projets, à tous les jeunes étudiant·es ou habitant·es de Chimay.*

Les projets d’immersion s’organisent en plusieurs phases : formations, immersion et *journée retour*. Lors des formations, les animateurs et animatrices accompagnent les jeunes dans la compréhension des inégalités et enjeux mondiaux. Ils·elles donnent aux jeunes des outils pour leur permettre de développer une vision plus critique et une meilleure compréhension des interdépendances mondiales. Les formations peuvent se décliner autour de thèmes tels que le genre, l’alimentation, la migration, l’interculturalité ou l’environnement.

L’immersion, ou le volontariat en fonction de l’association, elle, se concentre sur l’interculturalité avec les jeunes de différents pays dits du « sud »[[6]](#footnote-6). Le·la jeune va rejoindre des jeunes de ces pays. Le but est de leur permettre d’échanger ensemble, de confronter leurs points de vue et de se placer en tant qu’acteur·rice dans le monde.

La *journée retour* est là pour leur permettre de débriefer sur l’ensemble de leurs expériences mais aussi pour leur permettre de devenir à leur tour des acteurs et actrices de changement. L’engagement est possible et il existe sous une multitude de forme.

**Le public des séjours d’immersion**

L’un des objectifs actuels au sein des différentes associations qui font de la mobilité internationale et des séjours d’immersion, est de toucher davantage un public précarisé, et d’avoir une plus grande diversité au sein des jeunes qu’elles touchent à travers leurs projets ECMS.

*Ophélie est inscrite au collège Saint-Michel à Etterbeek bénéficiant d’un ISE de 19. Elle est déjà partie en Asie avec ses parents et son rêve est de faire le tour du monde et de rencontrer toutes les cultures. Elle s’est inscrite au projet parce que c’est une excellente opportunité pour elle.*

D’aucun pourrait dire que cette homogénéité du public, cette présence de jeunes issu·es majoritairement de milieux privilégiés, est propre à ces séjours d’immersion, vu notamment le coût de ceux-ci : tournant autour des 1500 euros[[7]](#footnote-7). J’aimerai plutôt nuancer cette affirmation et émettre l’hypothèse que les séjours d’immersion sont représentatifs des inégalités d’accès à l’ECMS par les jeunes à travers la Belgique. J’irai même plus loin en complétant cette hypothèse par le fait que l’ECMS ne parvient pas à se défaire des inégalités déjà existantes au sein du secteur éducatif en Wallonie-Bruxelles.

Selon l’étude de 2020[[8]](#footnote-8) du professeur et essayiste Nico Hirtt, en Fédération Wallonie-Bruxelles la différence entre les écoles du quartile socio-économique inférieur et celles du quartil socio-économique supérieur, au score PISA (programme international pour le suivi des acquis des élèves[[9]](#footnote-9)), est de presque 110 points. Cela veut dire que à âge égal, les élèves issu·es d’écoles aux ISE les plus faibles (entre 1 et 5) ont 3 ans de retard en termes d’apprentissages sur les jeunes issu·es d’écoles à ISE élevés (entre 15 et 20). Cette étude montre également le manque de diversité socio-économique au sein même des écoles. En Fédération Wallonie Bruxelles, il existe une majorité « d’écoles ghettos » qui regroupent les publics plus défavorisés.

En 2018, UNIA[[10]](#footnote-10) a commandé un rapport auprès de diverses universités belges. Cette étude s’est penchée sur la diversité et l’inclusion au sein de l’enseignement. Sur l’enseignement en Fédération Wallonie-Bruxelles, l’étude a révélé « la prégnance de certains stéréotypes et préjugés parmi les acteurs institutionnels de l’école, ainsi que leurs attitudes très contrastées à l’égard de leur population scolaire, selon leur origine sociale, l’origine ethnique et le genre »[[11]](#footnote-11). L’école est la première sphère éducative qui crée des différences au sein des jeunes dès le plus jeune âge.

**Les différentes formes d’inégalités**

Je tiens à préciser que l’ensemble des arguments que je présenterai proviennent d’observations que j’ai pu avoir dans le cadre de mes fonctions de chargée de programme ECMS chez Défi Belgique Afrique. Au travers des échanges que j’ai eu avec d’autres acteurs et actrices du réseau de mobilité internationale, il apparaît que ces problématiques de manque de diversité au sein de nos publics sont communes à nos organisations.

*Les inégalités financières*

Dans le cas des séjours d’immersion, l’inégalité financière est celle qui vient à l’esprit en premier lieu. Tout d’abord au sujet de l’aspect strictement financier : le prix du séjour est problématique. Ensuite, les projets d’immersion et d’ECMS sont des projets qui demandent un investissement de temps. Or, investir son temps dans les projets diminue l’investissement qui peut être donné pour un travail par exemple. Les formations ayant souvent lieux lors des week-ends et les séjours durant les vacances, certain·e·s jeunes préféreront y renoncer parce que ce sont là les seuls moments où ils·elles peuvent travailler pour économiser. Le fait de s’absenter, même momentanément, peut également poser un problème au niveau de la stabilité de leur emploi. S’ils et elles ne peuvent pas assurer leurs heures, ils·elles prennent le risque de voir le poste échoir à quelqu’un d’autre et *in fine* se retrouver dans une situation plus précaire encore : devoir retrouver du travail, ne plus pouvoir économiser, ne plus avoir d’entrée régulière d’argent…Et ce, sans parler de la durée du séjour à l’étranger qui peut avoir une durée de deux semaines pour certaines organisations à trois mois pour d’autres.

En Belgique, c’est un enfant sur sept qui vit dans un ménage à risque de pauvreté monétaire[[12]](#footnote-12). Pour 25% d’entre eux et elles, c’est une situation qui les empêche de pratiquer une activité de loisir. Pour 57% d’entre eux et elles, partir en voyage est inenvisageable. C’est 17% qui n’ont pas les conditions nécessaires pour étudier convenablement. Cette inégalité se poursuit par la suite, 36% des étudiants et étudiantes sont en situation de précarité en 2021, c’est-à-dire « faisant face à des problèmes financiers régulièrement et étant dès lors bénéficiaires d’un ou plusieurs dispositifs d’aides sociales »[[13]](#footnote-13).

*Les inégalités d’accès au savoir*

Les formations en elles-mêmes peuvent être un frein pour toute une partie du public ciblé. Comme pour la plupart des projets, la formation est la même pour tou·te·s. Mais sera-t-elle comprise par l’ensemble des participant·e·s ? Sarah est inscrite dans l’enseignement général, elle a deux parents engagés avec qui elle débattait déjà avant le projet d’immersion des thématiques abordées dans ce dernier, telles que les inégalités de genre ou le dérèglement climatique. Lola est inscrite en technique et professionnelle, elle a du mal à suivre en cours et a dû convaincre ses parents de l’inscrire au projet. Ces derniers trouvent que c’est trop cher et ils ne voient pas l’intérêt qu’il pourrait y avoir à suivre le projet. Ces deux profils ne partent pas avec le même capital social de départ tel que défini par Bourdieu[[14]](#footnote-14). Dès lors elles ne pourront pas profiter de la même manière de l’expérience du projet et des apprentissages auxquels il donnerait accès.

Cette image, volontairement caricaturale illustre une situation qui est, elle, bien réelle. Bon nombre de jeunes de milieux plus précarisés ne s’inscrivent pas à des formations en ECMS parce qu’elles sont trop éloignées de leur réalité proche. D’autres encore arrêtent les formations parce que ce ne sont pas des formules d’apprentissage dans lesquelles ils et elles se sentent à l’aise – *trop de débat, trop de théorie*. Certain·e·s quittent également ce type de formation parce qu’ils ou elles ne se sentent pas en phase avec le groupe : ils ou elles ont l’impression *de ne rien comprendre, d’être ignorant·e·s,* tandis que les jeunes qui sont déjà plus à l’aise avec ces thématiques débattent entre elles*·*eux. Un entre-soi ... Ils et elles ont donc l’impression que ce n’est pas fait pour elles*·*eux et que ça ne les concerne pas.

*Ibrahim fait partie du Centre Culturel Educatif Verviétois (CCEV[[15]](#footnote-15)). Il a suivi les différents jours de formations mais la réalité l’a rattrapée avant qu’il ne puisse participer à l’immersion. Sa mère devant se faire opérer, il a dû annuler le projet pour s’occuper de ses frères et sœurs.*

**Conclusion et recommandations**

Ces quelques éléments (non exhaustifs) à l’esprit, et cet objectif persistant des organisations d’essayer malgré tout d’avoir le public le plus diversifié possible m'amène à me poser la question suivante. Sur quel public présent allons-nous baser notre curseur pour adapter la formation ? Un public va forcément se sentir lésé par rapport à l’autre en fonction de la formule qui est adoptée. Cette question n’en est toutefois pas une. D’une part, la majorité des jeunes inscrit·e·s, dans nos projets viennent d’école à indice socio-économique élevé. D’autre part, pour répondre aux exigences demandées par l’ECMS, soit former des citoyens et des citoyennes engagé·e·s, responsables et acteur·rice·s de changement, il faut avoir des formations qui répondent à ce besoin. Et ces dernières prendront la forme de celles qui n’ont *“pas le temps de mettre à jour”* ceux et celles qui n'auraient pas les compétences et savoirs de base. Par conséquent, ces projets d’ECMS perdent en chemin des jeunes qui n’auraient pas les capacités nécessaires pour suivre ce genre de formation.

Nous nous demandons alors comment faire en sorte de ne pas négliger ce public déjà précarisé à l’origine. Dans cette situation que nous décrivons, nous nous retrouvons dans une dynamique déjà soulevée par les chercheurs Goren & Yemini[[16]](#footnote-16) en 2017. L’ECMS est « un processus dans lequel les étudiants de statut socio-économique élevé sont formés et encouragés à devenir des citoyens actifs et impliqués, tandis que les étudiants de statut socio-économique inférieur sont orientés vers la passivité et une vague compréhension de leurs droits civiques ». Le public privilégié accédera à des connaissances et des acquis qui lui permettra d’avoir les clés pour comprendre ses agissements et la marche du monde. Le public précarisé qui n’aura pas réussi à dépasser ses limites pour s’intégrer au groupe précédent, se retrouvera en marge.

Ce constat, n’est pas là pour jeter l’opprobre sur l’ECMS et ceux et celles qui le portent, loin de là. Je suis moi-même chargée de programme ECMS au sein d’une ONG et je défends une grande partie de ses valeurs. Je suis davantage là pour souligner le fait que malgré ses discours premiers, l’ECMS n’a pas réussi à s’extraire de l’inégalité existante au sein du système éducation belge francophone.

L’ECMS se veut également une éducation, quoiqu’en dehors du cadre traditionnel. Mais, au vu de ce que nous avons analysé plus haut, au lieu d’offrir à la jeunesse l’appui manquant à l’éducation traditionnelle, l’ECMS se retrouve à exclure davantage les jeunes déjà précarisé*·*es. Si nous continuons dans cette voie, nous augmentons le premier écart enclenché par le système éducatif et nous continuerons à l’aggraver. Il faut donc réaliser que l’ECMS ne peut pas se vivre en dehors du quotidien de son public. Les problèmes qui peuvent exister chez certain·e·s jeunes ne peuvent pas se mettre comme par magie entre parenthèses le temps d’une formation. Quand un·e jeune arrive dans une formation ECMS, il ou elle y vient avec toute son identité et son histoire.

L’ECMS doit donc partir de son public. Il faudrait donc réfléchir à une manière de coconstruire différents projets ECMS pour différents publics pour *in fine* permettre à la jeunesse de dialoguer sur un pied d’égalité. En cela l’ECMS pourrait s’inspirer de l’Education Permanente[[17]](#footnote-17) qui a davantage l’expérience d’un public plus précarisé. S’inspirer de l’éducation permanente dans des formations en ECMS, c’est donc partir de l’expérience personnelle des participant·e·s, pour arriver à déconstruire l’implication systémique des problèmes soulevés. C’est d’autant plus important, qu’aujourd’hui l’ECMS, même si elle a une base populaire, a perdu l’importance qu’elle accordait aux dynamiques venant « du bas » pour se concentrer sur comment organiser l’éducation par « en haut »[[18]](#footnote-18). Elle devrait donc rendre son autonomie au public qu’elle cible ou sinon risquer de rester un outil à destination des plus favorisé·es et déconnecter la formation de la réalité.

Elle doit également avoir une approche davantage horizontale du partage des savoirs et valoriser le ou la participant·e dans ses connaissances et dans son expérience. C’est se rendre compte de notre posture en tant qu’animateur ou animatrice et accepter le fait que notre public a autant à nous apprendre que l’inverse. L’ECMS, cherche à modifier les comportements, à sensibiliser les publics et à les faire agir. Or, si le ou la formatrice est là pour « éduquer » et se positionne en porteur·teuse de savoir, et amène des solutions toutes faites il y a de grande chance pour que le public ne se sente pas concerné par la situation. Cela peut-être parce que les solutions proposées ne lui conviennent pas, ou que le combat soulevé n’est pas le sien. Partir du public, c’est agir en fonction de leurs revendications propres et de leurs visions d’un monde plus juste et plus solidaire. Partir du public c’est se détacher de cette conception qu’une personne, ou groupe de personnes exclusif, a la solution pour tous et toutes. Partir du public c’est rendre le monopole du savoir à tous ceux et celles qui le possèdent.

Mais nous ne pourrons pas arriver à ce résultat, tant que nous n’accepterons pas de reconnaître le fossé qu’il existe entre les valeurs défendues par l’éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire et la réalité de terrain de son application. L’ECMS, pour pouvoir atteindre ses objectifs d’inclusion doit pouvoir inclure dans ses méthodes les apports de l’Education Permanente, ou d’autres méthodes venant d’autres horizons. L’ECMS peut puiser dans les techniques d’intelligences collectives ou d’interculturalité et de permettre aux publics de faire groupe... réellement. Se faisant, elle ne pourra que s’étendre davantage et se faire plus inclusive pour devenir véritablement une éducation mondiale et solidaire.

**Aïcha FARHI**

**Diplômée en Master en sciences de la Population et du Développement à l’Université de Liège**

**Chargée de programme ECMS au sein de l’ONG et OJ Défi Belgique Afrique**

**Bibliographie**

fédération Wallonie-Bruxelles – « Indice socioéconomique, explication de la procédure de calcul : ISE des structures 2021-22 ».

giraud & al. (2022), *Manuel d’éducation à la citoyenneté mondiale : une perspective belge*, Presse Universitaire de Louvain.

Goren H., yemini M. (2017), “The global citizenship education gap : Teachers perceptions of the relationship between global citizenship education and students’socio-economic status”, in *Teaching and Teacher Education,* vol. 67, p. 9-22.

hirtt (2020), « L’inégalité scolaire ultime vestige de la Belgique unitaire ? Une analyse statistique des causes de l’inégalité scolaire dans l’enseignement flamand et francophone belge à partir des données de l’enquête PISA 2018 ».

lenoir.R (2016), « La notion de capital social dans l’œuvre de Pierre Bourdieu », p. 109-132.

unia (2018), Centre interfédéral pour l’égalité des chances, « Baromètre de la diversité ».

Ressources en ligne

eu-silc, [en ligne], [URL], [Grandir dans la précarité | Statbel (fgov.be)](https://statbel.fgov.be/fr/nouvelles/grandir-dans-la-precarite?fbclid=IwAR0vivH1PbLFhKO1k-jHpOIq_UMN0iTLiRThRJ59-f3cz2eirIY9upz2NwE), (consulté en dernier le 20-12-23).

infos jeunes, [en ligne], [URL], [Précarité étudiante : Des dizaines de milliers de jeunes Belges touchés - Infor Jeunes %](https://inforjeunes.be/precarite-etudiante-en-belgique/?fbclid=IwAR08-_9xCHXlYuTh0UiYsLeRVm1aFe4gcKuhatPZsEZ-u0ybNbi3xC-N58A) (consulté en dernier le 18-12-23).

unia, [en ligne], [URL], [À propos d'Unia | Unia](https://www.unia.be/fr/a-propos-dunia), (consulté en dernier le 21-12-23).

1. Les histoires sont réelles mais les noms ont été changés pour garantir l’anonymat [↑](#footnote-ref-1)
2. Défi Belgique Afrique est une Organisation Non Gouvernementale et une Organisation de Jeunesse créée en 1987. Elle a deux axes majoritaires : l’ECMS, notamment à travers les séjours d’immersion organisés avec des ONG partenaires au Sud et les projets d’Agriculture Familiale avec certains de ses partenaires. [↑](#footnote-ref-2)
3. Je tiens à préciser que ce terme est celui utilisé au sein de mon organisation. D’autres organisations lui préféreront le terme de chantier international par exemple. Toutefois, le cœur du projet est semblable. Faire en sorte que des jeunes Belges puissent partir à la rencontre d’une autre jeunesse. [↑](#footnote-ref-3)
4. Selon la définition de la Fédération Wallonie-Bruxelles, « L’indice socio-économique ou ISE, est un indice statistique qui permet de classer les implantations, établissements ou secteurs de manière univoque sur base de divers indicateurs mesurant le niveau socioéconomique de leur population » fédération Wallonie-Bruxelles – Indice socioéconomique, explication de la procédure de calcul : ISE des structures 2021-22. Depuis 2017, cet indice est « directement calculé sur base des 7 variables caractérisant les ménages des élèves fréquentant l’implantation, l’école ou le secteur statistique (couvrant les revenus, les niveaux des diplômes, les activités professionnelles, les taux de chômage, d’activité et de bénéficiaires d’une aide sociale). Son échelle va de 1 à 20. 1 étant la valeur la plus faible. Les établissements qui ont un score de 1 à 5 peuvent bénéficier d’aides particulières de l’état. À préciser que ce score n’a aucun rapport avec la qualité de l’enseignement même. Dans la réalité toutefois certains parents vont tout de même refuser d’y inscrire leur enfant. [↑](#footnote-ref-4)
5. Cette définition est tirée de la déclaration de Maastricht, originellement en anglais, datant de 2002.

 [en ligne], [URL] : <https://books.openedition.org/europhilosophie/224?lang=en> (consulté le 10-12-23) [↑](#footnote-ref-5)
6. Dans le cadre de cet article, les immersions se font en Afrique. Certaines organisations organisent également des séjours d’immersion en Asie ou en Amérique Latine [↑](#footnote-ref-6)
7. Nous précisons que ces données sont propres à mon association, mais après discussion avec différents acteurs et actrices du secteur, nous savons que nous ne sommes pas les seuls. [↑](#footnote-ref-7)
8. hirtt (2020), « L’inégalité scolaire ultime vestige de la Belgique unitaire ? Une analyse statistique des causes de l’inégalité scolaire dans l’enseignement flamand et francophone belge à partir des données de l’enquête PISA 2018 » [↑](#footnote-ref-8)
9. Le score PISA permet de mesurer l’efficacité du système éducatif. Il a été créé par l’Organisation de Coopération et développement économique (OCDE). Il vise à tester les compétences des élèves en lecture, sciences et mathématiques. En 2022, la Belgique a eu un score de 474, la moyenne des pays étant autour de 472. [↑](#footnote-ref-9)
10. UNIA est une institution indépendante qui défend l’égalité des chances et lutte contre les discriminations en tout genre excepté les inégalités entre les hommes et les femmes qui, elles, sont traitées par « l’Institut pour l’Egalité des Femmes et des Hommes ». C’est une Institution nationale de protection des droits de l’homme. Unia défend les droits humains. [en ligne], [À propos d'Unia | Unia](https://www.unia.be/fr/a-propos-dunia), (consulté le 21-12-23) [↑](#footnote-ref-10)
11. unia (2018), « Baromètre de la diversité » [↑](#footnote-ref-11)
12. Selon les chiffres de l’enquête sur les revenus et les conditions de vie (EU-SILC), [en ligne], [Grandir dans la précarité | Statbel (fgov.be)](https://statbel.fgov.be/fr/nouvelles/grandir-dans-la-precarite?fbclid=IwAR0vivH1PbLFhKO1k-jHpOIq_UMN0iTLiRThRJ59-f3cz2eirIY9upz2NwE). [↑](#footnote-ref-12)
13. Selon infos jeunes, [en ligne], [Précarité étudiante : Des dizaines de milliers de jeunes Belges touchés - Infor Jeunes %](https://inforjeunes.be/precarite-etudiante-en-belgique/?fbclid=IwAR08-_9xCHXlYuTh0UiYsLeRVm1aFe4gcKuhatPZsEZ-u0ybNbi3xC-N58A) [↑](#footnote-ref-13)
14. Bourdieu définit le capital social comme étant tous les avantages découlant des relations sociales d’un individu, influençant son accès à des ressources. Le capital englobe les réseaux, normes et liens sociaux qui contribuent à la réussite ou à l’échec dans une société. Le partage du capital social au sein d’une même sphère contribue à la reproduction des inégalités. [↑](#footnote-ref-14)
15. Le CCEV est une organisation à but socioculturel, elle propose différents services pour les jeunes [↑](#footnote-ref-15)
16. Goren H., yemini M. (2017), “The global citizenship education gap : Teachers perceptions of the relationship between global citizenship education and students’socio-economic status”, in *Teaching and Teacher Education,* vol. 67, p. 9-22. [↑](#footnote-ref-16)
17. Selon la FWB, les « associations d’éducation permanente des adultes travaillent à développer les capacités de citoyenneté active et la pratique de la vie associative. Nombre d’entre elles consacrent une attention particulière aux publics socio-culturellement défavorisés. [↑](#footnote-ref-17)
18. giraud & al. (2022), « Manuel d’éducation à la citoyenneté mondiale : une perspective belge » [↑](#footnote-ref-18)